LA DICTATURE DU PROLETARIAT : L'EXEMPLE DE LA CHINE (P. 8)

l'Humanité rouge

Prolétaires de tous les pays, nations et peuples opprimés, unissez-vous !

QUOTIDIEN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

mardi
27 janvier 1976
No 416
1,50 F

B.P. 61
75861 Paris Cedex 18
CCP 30 226 72
La Source

Commission paritaire
No 47 291

NOUVEAU SCANDALE

Le milliardaire-trafiquant

DOUMENG FAIT ARRETER UN OUVRIER

Toulouse :

Un ouvrier marxiste-léniniste a été arrêté par la police vendredi dernier à la demande de Doumeng.

Le 29 décembre 1975, c'est le jour des grandes manifestations viticoles dans le Languedoc-Roussillon.

A Sète, en particulier, plusieurs milliers de viticulteurs bloquent le port en signe de protestation contre les trusts-négociants qui utilisaient ce port pour leur trafic avec les vins italiens destinés à faire baisser les prix du vin français juste après la récolte de l'automne dernier.

Mais le 29 décembre eut lieu aussi une attaque de plusieurs centaines de paysans contre la SICA-Vin de Midi-Pyrénées, près de Toulouse.

Le choix n'est pas le fait du hasard, mais est la riposte logique aux trafics impunis du triste sire Doumeng, maire de Noé et milliardaire du PCF.

(à suivre page 3)

DOUMENG ET LES SIENS...

Vendredi dernier, à «l'heure du laitier», un ouvrier de la région de Toulouse, Daniel Hubert, est interpellé à son domicile par la police, et interrogé douze heures durant.

Cet ouvrier est communiste et diffuseur de «l'Humanité rouge». Que lui reproche-t-on ?

Au cours de son long interrogatoire, il apprend le chef d'accusation : il aurait participé à la destruction de la cave SICA-Vins Midi-Pyrénées ayant eu lieu le 29 décembre 1975.

Or la cave appartient au milliardaire du parti soi-disant communiste français, Jean-Baptiste Doumeng, fondateur et responsable du MODEF, syndicat paysan dominé par ce parti.

Qu'est-ce que le milliardaire Doumeng pouvait espérer d'une telle opération, vouée à coup sûr à l'échec ?

Il y a tout lieu de penser en premier, que la décision d'une telle accusation a été prise par la direction du vieux PCF. Cela pour une raison fort simple : sortir des difficultés et contradictions inextricables dans lesquelles l'affairiste Doumeng les avait mis récemment.

Ce dernier en effet, comme cela est désormais largement connu, a été inculpé au printemps dernier pour trafic et fraude sur les vins à partir de l'importation clandestine de plusieurs milliers de mous concentrés de vins italiens.

Somme toute, d'un côté le parti révisionniste français et le MODEF faisaient grand tapage contre les importations de vins italiens et faisaient ainsi chorus avec les dirigeants de la viticulture capitaliste, et de l'autre, un des leurs faisait justement ce contre quoi il prétendait lutter. Quel crédit accorder alors à ce parti et à ce syndicat ?

Les petits viticulteurs – au moins deux cents – qui ont détruit une de ses caves près de Toulouse, ne s'y sont pas trompés.

De là à essayer de faire passer cette action de masse pour être le fait de personnes étrangères à la viticulture, il n'y a qu'un pas. Cela, surtout à la veille de la journée du 5 février en Languedoc-Roussillon, organisée notamment par le PCF : celui-ci dans une grande opération «charme» essaie de se faire passer pour le grand défenseur de la viticulture méridionale, de l'emploi en général et de l'économie régionale.

Ce pas, Doumeng, représentant de la grande bourgeoisie, l'a franchi et n'a pas hésité une seconde à faire appel à la loi fascisante dite «anticasseurs» contre l'ouvrier Hubert.

Rien d'étonnant alors, à ce que ce parti abritant des éléments de la grande bourgeoisie en vienne à abandonner la référence officielle à l'idéal du communisme qu'est la dictature du prolétariat, pour lequel sont morts tant de militants ouvriers et paysans.

Doumeng et les siens ne peuvent qu'être pour la dictature de la bourgeoisie.

Dans les luttes de classe, même économiques, tant ouvrières que paysannes, il n'y a pas de positions intermédiaires : Doumeng et son parti ont démontré qu'ils allaient contre leur développement et qu'ils étaient dans le camp de riches.

GREVE ILLIMITEE

Chez Vallourec

(Noisy-Le-Sec)

Vendredi après-midi, les rues de Noisy-le-Sec étaient au rythme de la détermination et de la combativité des ouvriers de Vallourec : «Vallourec peut payer, Vallourec doit céder ! Nous voulons, nous aurons satisfaction !».

Tels étaient les slogans lancés avec force par environ un millier de manifestants : les cinq cents grévistes de Vallourec en tête et de nombreux travailleurs venus les soutenir dans leur lutte. Par solidarité de nombreux immigrés des Communaux de Noisy-le-Sec ainsi que les lycéens avaient cessé le travail ce jour-là.

(suite page 5)

Manifestation des travailleurs de Vallourec dans les rues de Noisy-le-Sec. (Photo correspondant HR)

le monde en marche

PORTUGAL

LOCK-OUT A L'USINE TIMEX

La direction de la filiale portugaise de l'entreprise américaine Timex a décrété le lock-out de l'usine jusqu'au 9 février. Elle a en outre annoncé le licenciement de 700 ouvriers et la réduction de moitié de la journée de travail de 300 autres. Il s'agit là d'une application des décrets-lois réprimant le droit de grève, adoptés par le cinquième gouvernement prosoviétique, présidé par le général Vasco Gonçalvès.

Malgré le lock-out décrété par la direction, les travailleurs de l'usine ont annoncé leur intention de se présenter aujourd'hui au travail et dénoncent les mesures prises comme «une manœuvre pour essayer de récupérer certaines conquêtes de la classe ouvrière obtenues après le 25 avril 1974».

Liban :

RACHID KARAME REVIENT SUR SA DEMISSION

A Beyrouth le calme tend à s'installer après l'accord politique et de cessez-le-feu intervenu à la fin de la semaine dernière. Mais il est encore bien fragile : des accrochages dans la banlieue sud-est de Beyrouth ont encore fait 21 morts dans la seule journée de samedi.

A la suite du refus du chef de l'État Soleiman Frangié, d'accepter sa démission, le premier ministre Karamé a accepté de retirer sa démission.

Les résultats satisfaisants enregistrés sur le terrain, grâce à la médiation syrienne, ont encouragé le premier ministre à prendre cette décision. Il a toutefois confirmé qu'un «gouvernement représentant toutes les parties sera formé au terme de l'étape transitoire actuelle.»

Dans cette perspective l'activité diplomatique s'est faite intense à Beyrouth où la délégation syrienne a pu rencontrer la plupart des chefs de file des parties en présence qui acceptent désormais que les armes se taisent et qu'un dialogue politique s'engage. Le peuple libanais dans son ensemble ne peut qu'accueillir avec un immense soulagement cette perspective d'une paix enfin retrouvée et du maintien de l'unité nationale du Liban. Cette unité est d'autant plus nécessaire que les sionistes se font chaque jour plus menaçants contre le pays. Comme chaque fois que la situation politique s'améliore au Liban, des bombardiers israéliens ont longuement et à plusieurs reprises, survolé Beyrouth dans la matinée de dimanche. C'est contre l'ennemi sioniste que les fusils des Libanais doivent désormais être unanimement tournés pour être prêts à riposter à toute agression.

Après la visite de Kissinger en URSS :

DES CONCESSIONS A SENS UNIQUE

Kissinger a donc quitté Moscou en affirmant que des progrès avaient été réalisés dans ses conversations avec Brejnev sur la limitation des armements stratégiques et que ce dernier pourrait peut-être se rendre à Washington cette année pour signer les «Salt 2».

De part et d'autre on annonce que des concessions importantes ont été faites. Leur contenu ? Mystère ! Il n'en a rien été révélé encore.

Ce qui semble évident toutefois, c'est que Kissinger a échoué dans sa tentative de soumettre une progression dans ces discussions à un retrait soviétique en Angola. Brejnev lui a sans ambage signifié que l'URSS entendait poursuivre sans gêneurs son agression militaire dans ce pays et qu'en ce qui concernait les «Salt», c'était à prendre ou à laisser.

Kissinger a préféré prendre. Manifestement sans enthousiasme car il commence à être payé pour savoir que dans le rapport de force nouveau qui s'est établi entre l'URSS et les USA, tout progrès enregistré au niveau de semblables négociations se traduit par une perte de plumes des USA au profit de l'URSS.

L'accord enregistré sur une certaine limitation des armements nucléaires ne porte, par ailleurs, guère à conséquence quand on sait que chacune des deux superpuissances dispose déjà d'un stock d'armes nucléaires capable de faire sauter cent fois la planète.

La sècheresse du communiqué commun publié à l'issue des conversations américano-soviétiques camoufle mal le fait que, une fois de plus, il semble bien que Brejnev ait fait la grosse voix et Kissinger ait courbé le dos.

CHINE

SUCCES DU 18e ESSAI NUCLEAIRE

La Chine a annoncé samedi soir qu'elle avait procédé vendredi à un 18e essai nucléaire.

Le communiqué de samedi réaffirme la position de la Chine selon laquelle les essais auxquels elle procède sont nécessaires et limités, qu'ils sont uniquement destinés à des fins défensives et à briser le monopole nucléaire détenu par les deux superpuissances. Le Comité central du Parti et le Conseil d'État expriment dans ce communiqué leurs félicitations à ceux qui ont rendu possible cet essai.

Depuis toujours, le gouvernement chinois a affirmé son opposition à la guerre nucléaire. Il a pour cela toujours préconisé le désarmement général, l'interdiction générale, et la destruction totale des armes nucléaires. Le gouvernement chinois, en attendant qu'un tel accord puisse intervenir, a entrepris la construction de cette arme à des fins défensives. Dans le même sens, le gouvernement chinois a toujours été la seule puissance nucléaire à déclarer solennellement que la Chine n'emploierait pas l'arme nucléaire la première.

Fin de la visite officielle de Chirac en Inde

DERRIERE LA FAÇADE DEMOCRATIQUE

Dans le cadre de la visite officielle de Chirac en Inde, la télévision programmait récemment un «portrait d'Indira Gandhi». Tout au long de l'émission, c'est «l'Inde éternelle» qui nous était vantée : esprit de tolérance, non-violence, raffinement des arts, ferveur mystique. D'une voix douce, Indira Gandhi a parlé de démocratie, de justice, de philosophie et de poésie.

Mais derrière ce masque paisible la réalité de l'Inde est tout autre. 600 millions d'hommes sont plongés dans la pire des misères, souffrent de la famine et de la plus dure oppression.

«La plus grande démocratie du monde», c'est en fait l'inégalité érigée en dogme par le système des castes. C'est surtout, depuis le 26 juin dernier, un pays qui vit sous la règle véritablement fasciste de l'état d'urgence décrété par Indira Gandhi. Accusée de fraude électorale, cette dernière n'a pas hésité à jouer la carte de la suppression de toute liberté pour garder bien en main les rênes du pouvoir : interdiction de tous les partis politiques, suppression des élections, censure rigoureuse des moyens d'information, arrestations de dizaines de milliers d'ouvriers et de paysans, de révolutionnaires et de progressistes, interdiction des grèves, exécution de militants marxistes-léninistes.

Féroce sur le plan intérieur, la colombe indienne se montre aussi agressive sur le plan extérieur : provocations permanentes contre les frontières de la République populaire de Chine, agression et dépeçage du Pakistan, annexion du Sikkim.

Si Indira Gandhi et la bourgeoisie réactionnaire indienne se montrent si sûres d'elles, c'est essentiellement parce qu'elles bénéficient du plein soutien de Brejnev et consorts qui les poussent dans cette voie. Ces maîtres du Kremlin sont en effet très intéressés de maintenir l'Inde sous leur domination : étant donné sa position aux frontières de la République populaire de Chine, ils peuvent ainsi maintenir une zone de tension dans cette région. Le complot ourdi contre le Pakistan, ami fidèle de la Chine, a été principalement leur œuvre. Ils en profitent aussi pour rafler, au passage, de fabuleux bénéfices forgés par l'exploitation intensive du peuple indien et des richesses de son pays : avec la bénédiction d'Indira Gandhi 30 % de l'acier, 60 % du pétrole, 60 % des équipements électriques et 85 % des machines lourdes de l'Inde sont passés sous contrôle soviétique. Alors que les produits côtiers sont vendus à l'URSS à des prix de 20 à 30 % inférieurs aux cours du marché mondial, l'Inde se voit obligée d'importer des produits soviétiques qu'elle paie de 20 à 30 % plus cher que les cours internationaux !

Mais si le régime indien est à l'opposé de la nature démocratique qu'il revendique, le peuple indien n'a pas non plus la résignation passive qu'on lui prête. Si les prisons d'Indira Gandhi débordent, c'est parce que les luttes du peuple grandissent avec beaucoup de force. Dénonçant la nature révisionniste du Parti «communiste» prosoviétique et du Parti «communiste marxiste» tout aussi réactionnaire, le jeune Parti communiste de l'Inde (marxiste-léniniste) grandit dans les luttes. L'expérience de la révolution chinoise qu'il popularise attire irrésistiblement les masses indiennes opprimées. L'avenir leur appartient.

Sahara occidental

OFFENSIVE DU F.POLISARIO

«Ain Bentili, la plus grande garnison mauritanienne à la frontière Nord-Est, est tombée, et le drapeau du Front POLISARIO y flotte depuis 24 heures.» C'est l'importante nouvelle que vient d'annoncer un récent communiqué du Front, publié à Alger.

Le texte précise que plus de 150 soldats mauritaniens ont été tués durant l'assaut. 32 autres ont été faits prisonniers à Farsaya, 10 blindés ont été détruits et une centaine de soldats marocains sont entre les mains du F. POLISARIO. Deux avions marocains auraient également été abattus en une seule journée.

L'intensification des combats réduit à néant les thèses qui soutenaient que le peuple sahraoui «n'existe pas» ou bien qu'il accueille favorablement l'annexion décrétée par le Maroc et la Mauritanie». Elle témoigne bien au contraire de sa volonté de repousser les agresseurs et de disposer librement de son sort.

Une unité du F. POLISARIO

DOUMENG A FAIT ARRETE UN OUVRIER !

SUITE DE LA PAGE UNE

Celui-ci en effet avait été l'objet d'un procès au printemps dernier pour avoir importé illicitement plusieurs milliers d'hectolitres de vins italiens.

Or le MODEF, syndicat dont il est le fondateur, avait précisément condamné pour ses fins politiques de telles importations. Le syndicat se trouva alors devant de grandes difficultés pour expliquer ces faits aux nombreux adhérents curieux de cette singulière contradiction.

Il faut ajouter en plus qu'une lutte importante avait opposé les ouvriers de cette coopérative notamment à son patron milliardaire ; et que celui-ci avait répondu en licenciant les délégués CFDT, ne gardant que la CGT, en lui donnant nettement le caractère d'un syndicat «maison».

Or, vendredi dernier, un de ses ouvriers licenciés au cours de ce conflit devait être interpellé par la police le matin et soumis à un interrogatoire de 12 heures. On lui reprochait d'avoir participé à l'attaque des viticulteurs contre la SICA-Vins le 29 décembre.

L'ouvrier, Daniel Hubert, était accusé par Doumeng, qui invoquait l'utilisation de la loi «anticasseurs». Pour arriver à ses fins, Doumeng présentait deux témoins qui affirmaient l'avoir reconnu parmi les manifestants.

Or, loin de se désolidariser des viticulteurs, Daniel Hubert n'en affirma pas moins que ce soir-là il travaillait à son nouvel emploi à une vingtaine de kilomètres du lieu de l'action.

Devant les témoignages extrêmement vagues et peu convaincants, le commissariat central de Toulouse devait le libérer dans la nuit, mais en lui demandant de rester toutefois «à la disposition de la police».

Tout porte à croire que Doumeng ne s'arrêtera pas là.

Daniel Hubert, militant ouvrier communiste marxiste-léniniste, avait été licencié en novembre 1975 par Doumeng, justement après que la lutte et la vérité sur ce grand bourgeois aient été popularisées localement par le quotidien.

Doumeng s'est lancé avec son parti dans une grossière provocation visant à ôter l'immense discrédit dont il est aujourd'hui l'objet de la part des ouvriers et des petits paysans. Il est sûr que celle-ci ne tardera pas à se retourner contre lui.

A la Conference des partis socialistes d'Europe du Sud

MITTERRAND A PLAIDE LA CONCILIATION AVEC LES FORCES PROSOVIETIQUES

Mécontent de l'échec de son opération d'il y a une semaine à Elseneur, pour gagner l'Internationale socialiste, traditionnellement plutôt proaméricaine, à ses thèses, François Mitterrand a pris sa revanche, ce week-end à Paris.

Les partis socialistes de l'Europe du Sud s'y réunissaient précisément à l'initiative de Mitterrand. Dès le début le ton était donné : le chef du Parti socialiste français s'est défendu de vouloir s'opposer à l'Internationale socialiste *«du moins»*, a-t-il ajouté, *«tant que l'Internationale socialiste restera fidèle aux objectifs auxquels nous avons apporté notre adhésion»*.

Mais qu'est-ce qui divise à ce point les sociaux-démocrates (ceux du sud de l'Europe n'aiment pas qu'on les appelle comme ça) du sud et du nord de l'Europe ?

Ce n'est pas le climat mais bien la tactique à adopter face aux partis «communistes» européens.

Mitterrand, qui a une dette à l'égard du PCF, lequel l'a remis en selle après ses multiples déconfitures, plaide avec passion l'alliance avec les PC. Il sait trouver les plus «émouvants» accents de roublard pour démontrer le caractère inoffensif (pour la bourgeoisie) des PC. Oui, mais, disent les sociaux-démocrates du nord de l'Europe, bien souvent au pouvoir et bien souvent sans PC puissant, c'est une force prosoviétique qui affaiblit la capacité de l'Ouest face aux préparatifs d'agression de l'URSS.

Le débat continue... Mitterrand se voit déjà leader d'une moitié de l'Europe, la récompense d'une dure carrière en somme pour celui qui, on s'en souvient, fut gratifié à sa demande de la francisque de Pétain. Comme hier, en somme, Mitterrand est prêt à tout pour sauver sa classe, la grande bourgeoisie : au sein de la bourgeoisie, il représente cette fraction qui est prête à des concessions importantes face à Moscou et face à des partis révisionnistes qui défendent la ligne internationale de la clique Brejnev. Ces derniers temps des craquements dans la «majorité» en France peuvent laisser penser à un renforcement possible de cette tendance dans la bourgeoisie.

Après l'abandon de la dictature du proletariat

MITTERRAND FELICITE LE PCF

Dans une partie de l'intervention qu'il a présentée à l'ouverture de la Conférence des partis socialistes de l'Europe du Sud, François Mitterrand s'est félicité de l'évolution du PCF et a souligné *«qu'une des raisons de la scission de Tours se trouvait annulée par celle-ci»*. En 1920, rappelons-le, la majorité des socialistes français se prononçait pour l'adhésion aux 21 conditions de la IIIe Internationale et la rupture avec la IIe Internationale opportuniste et chauvine. Parmi les 21 conditions de l'Internationale communiste figurait la lutte pour la dictature du prolétariat. Blum et les autres chefs socialistes agents de la bourgeoisie ne pouvaient l'admettre.

Aujourd'hui les Marchais, Leroy et Cie ont rejoint Blum...

Le XXIIè congrès du PCF...

LA CLIQUE DIRIGEANTE PROLONGE LA TRIBUNE DE «DISCUSSION»

Avouant indirectement que l'unanimité est loin d'être faite dans ses rangs sur le «projet de résolution» du 22è Congrès, le Bureau politique du PCF vient de décider de prolonger «la tribune de discussion» dans sa presse. Celle-ci devait être achevée le 23 janvier. Cependant l'abandon de la dictature du prolétariat suscite de nombreuses et vives indignations à la base. Certains estiment même, à juste titre, que la tribune de discussion n'a été que faussement démocratique. C'est ainsi que l'organe théorique du parti révisionniste a dû passer la lettre d'un adhérent de Paris qui souligne :

«En bonne méthode de journalistes, on a passé d'abord dans les «tribunes du congrès» les lettres des communistes qui protestent contre l'abandon de la notion de dictature du prolétariat inscrite dans les statuts, puis le secrétaire général a parlé publiquement à la télévision et engagé le parti, avec la concession verbale qu'on pourra encore en discuter... Mais qui va oser en discuter maintenant ? On va tirer à boulets rouges contre eux.»

En prolongeant la tribune de discussion, les dirigeants du PCF espèrent donc couper court à l'argument de nombreux adhérents révoltés par l'intervention de Georges Marchais à la télévision. De toutes les façons, comme il y a longtemps que le PCF a abandonné la dictature du prolétariat, derrière les projets successifs de «démocratie avancée», «démocratie véritable» et autres gadgets antimarxistes, la clique dirigeante aura peu de mal à rallier une majorité d'adhérents issus pour la plupart de la petite bourgeoisie, de l'aristocratie ouvrière, et des ingénieurs, cadres, techniciens.

Pour les adhérents du PCF qui ont conservé l'idéal de la révolution prolétarienne et de la dictature du prolétariat, il n'y a qu'une voie et une seule à suivre : rejoindre leurs frères de combat, rejoindre les communistes marxistes-léninistes, rejoindre leur parti, comme l'a déjà fait l'ancienne militante du PCF dont nous publions ici la lettre.

TF 2 EMISSION «C'EST-A-DIRE» DU MERCREDI 7 JANVIER

Georges Marchais parlant avec emphase des cellules du parti révisionniste déclarait que les projets de textes qui leur étaient présentés sur le 22è y étaient discutés passionnément et... démocratiquement.

La démocratie dans le PCF, laissez-moi rire.

Non, M. Marchais, et cela une ancienne militante, révoltée par votre cynisme et par toutes les contradictions que ce soir-là vous avez déversées à la télé, vous le dit. Sur les mots d'ordre venus d'en haut, dans vos projets de textes, oui, on peut changer une virgule, un point, à la rigueur la forme d'une phrase, mais le fond jamais. On ne vous le permet pas, on vous tourne même en ridicule, si vous insistez, on vous dit : Mais tu n'as pas compris...

Et cette discussion sur la «dictature du prolétariat», et les prises de position, pour ou contre, c'est tout simplement pour faire «passer» le reniement d'un passé de luttes, l'abandon de la lutte de classes, la trahison de la classe ouvrière, et cela afin d'élargir le PCF vers les couches bourgeoises, dans le but qui leur tient à cœur : l'électoralisme.

«Celui-là seul est un marxiste qui étend la reconnaissance de la lutte des classes, jusqu'à la reconnaissance de la DICTATURE du PROLÉTARIAT.» (Œuvres de Lénine).

Vive le Parti marxiste-léniniste !

Une ancienne militante du PCF.

GRANDE SOIREE DES AMITIES FRANCO-CHINOISES A AIX-EN-PROVENCE

Samedi 24 janvier, plus de 600 personnes s'étaient rassemblées dans le Palais des congrès d'Aix-en-Provence à l'occasion d'un rassemblement organisé par le comité de l'AAFC de la ville.

On pouvait remarquer dans la salle la présence d'étudiants de République populaire de Chine qui travaillent à l'université d'Aix.

Très tôt dans la soirée de nombreux Aixois vinrent voir une exposition de journaux sur la réalité chinoise.

Après une présentation de l'association, Claudette Castan, membre du Bureau national des AAFC, devait rendre un émouvant hommage à la mémoire de Chou En-lai.

Ensuite, René Zara, travailleur aixois, présentait des diapositives prises par lui-même en Chine l'été 75.

Enfin, Alain Bouc, ancien correspondant du journal «Le Monde» à Pékin, parla longuement de la politique extérieure de la Chine. Il expliqua les thèses de la Chine sur la rivalité des deux superpuissances ainsi que l'enjeu que constitue pour elles l'Europe.

Il parla aussi de l'aide internationaliste de la Chine aux pays du tiers monde.

La soirée se termina par un débat au cours duquel Alain Bouc contra les calomnies colportées par les massmédia quant à la position de la Chine sur l'Angola ou le Chili.

Cette réunion fut un grand succès qui montra que l'amitié entre les peuples français et chinois ne cesse de croître.

Correspondant

La parole à la classe ouvrière

PREPARATION DU RASSEMBLEMENT NATIONAL OUVRIER DU 14 FEVRIER

RENAULT-BILLANCOURT

Ces derniers temps, à la Régie, des grèves se déclenchent spontanément, dans un atelier, puis dans un autre. Ainsi, de nombreux ouvriers se sentent concernés et sont très intéressés par le rassemblement du 14 février. C'est dans ce contexte que les ouvriers eux-mêmes font preuve de beaucoup d'imagination et comptent prendre un certain nombre d'initiatives, dont certaines sont en cours de réalisation.

Il est envisagé de faire des panneaux – textes et dessins – présentant l'usine, ses caractéristiques par rapport à la crise, l'exploitation, les conditions de travail...

– Un panneau sur le licenciement d'un ouvrier intérimaire, que lui-même prépare.
– Des marionnettes, pour raconter la grève du Bas-Meudon.
– Un ou plusieurs sketches sur la grève des presses.
– Un panneau sur les 14 licenciés du printemps dernier, avec entre autres l'ignoble affiche du faux PC, dont ils se sont servis pour mener leur campagne démobilisatrice, qui représente les ouvriers licenciés comme des gens isolés les uns des autres et perdus dans un immense désert.
– Des caricatures des dirigeants révisionnistes de la Régie.
– Des dessins exprimant ce qu'est un rassemblement ouvrier...

D'ici quelques jours, de nouvelles précisions seront apportées par les ouvriers participants.

CERCLE JCMLF
NORMAN BÉTHUNE
DE TOULOUSE

Le cercle Norman Béthune est encore très jeune. Il s'est créé sur le secteur santé, et principalement sur l'école d'infirmières de Toulouse.

Les élèves infirmières mènent depuis un certain temps des luttes aux côtés des autres travailleurs en formation pour l'amélioration des études et un statut de travailleuses en formation.

Nous avons décidé de faire pour le 14 février un panneau sur ce qu'est la formation des élèves infirmières et sur les luttes qu'elles ont menées.

Renault-Billancourt

LICENCIEMENT D'UN INTERIMAIRE

Les délégués CGT refusent de le défendre

J'étais interim à l'atelier 49-81 de Renault-Billancourt depuis 3 mois. Mon boulot consistait au démontage de boîtes de vitesse. Je devais être embauché et aucun problème ne se posait jusqu'au jour où le contremaître que nous avions, jugé «trop coulant», fut muté et remplacé par un autre, «plus dur».

Ce dernier profita du congé maladie de 2 ouvriers fixes travaillant en tête de chaîne pour y mettre des intérimaires et leur imposer ainsi facilement une augmentation de cadence : démonter en une journée 74 boîtes de vitesse au lieu de 50 ! «Et encore», avait-il le culot de nous dire, «vous ne travaillez qu'à 80 % de votre rendement».

On voit bien que ce n'est pas lui qui les fait ! J'étais l'intérimaire qui a été nommé au premier poste de la chaîne, et, comme le rythme était impossible, j'ai refusé la nouvelle cadence. Le reste de la chaîne, et même de l'atelier, était tout à fait d'accord.

Le «grand syndicat révolutionnaire» CGT décida alors de faire un tract soutenant les intérimaires et dénonçant le chantage au renvoi qu'on leur faisait s'ils refusaient les cadences. Quelques extraits de ce tract sont édifiants : «C'est intolérable, c'est marche ou crève ! Le chantage a assez duré ! (...) Oui, au 49-81 comme au 49-80 nous avions un contremaître qui savait, tout en gardant de très bonnes relations avec son personnel, lui donner du travail sans que cela pose la moindre question (sic !). Mais aujourd'hui il en va autrement. D'abord on augmente les cadences, ce que nous n'avons pas connu auparavant. Mais ce qui est le plus grave, c'est la manière employée (...)»

Il est de surcroît intéressant de savoir que ce tract n'a été diffusé que dans l'atelier, la CGT n'ayant pas du tout l'intention de populariser ce qui se passait. Ils m'ont même empêché d'en discuter avec un délégué FO !

Quelques heures après, en début d'après-midi, les délégués CGT décident d'aller voir le chef d'atelier pour discuter des cadences. Après une heure et demie de discussion, ils sont revenus m'annoncer le brillant résultat de leurs exigences : «Mon pauvre vieux, t'es vidé : c'est dégueulasse.» Puis, ils ont tous disparu !

Après que le contremaître m'ait confirmé mon renvoi, ne sachant pas à qui, m'adresser et ayant encore des illusions vis-à-vis de la CGT, je suis retourné voir les délégués pour leur demander ce qu'ils comptaient faire. Ils m'ont donné rendez-vous le lendemain matin à 7 heures afin d'aller au bureau d'embauche Renault demander des explications.

Le lendemain matin, sur le coup de 7 h 30, un délégué arrive et me dit : «Tu devrais aller voir au bureau d'embauche tout seul.» J'y vais, et le chef du personnel m'avoue que c'est sur une demande de la maîtrise que s'est fait mon renvoi.

Je retourne voir les délégués CGT. Après s'être regardés, l'air grave, ils se demandent : «On tente une démarche ? Oui, on tente une démarche !»

Devant cette poussée combative, le bureau d'embauche répéta la même chose, plus une nuance : «Il n'a pas le profil» (!!)

Après cette avancée décisive, les délégués CGT me disent de revenir le lendemain matin à 7 heures. Le lendemain, alors que cela faisait déjà une heure que je poireautais, le chef du personnel m'accoste et m'ordonne d'aller rendre mes affaires (tenue de travail et carte). Et c'est sur le chemin du vestiaire que j'ai rencontré dans l'escalier l'un de mes délégués en train de lire tranquillement «l'Huma» ! Il m'a regardé droit dans les yeux : «C'est une affaire délicate», me dit-il «et puis, tu sais, on te regrettera. Mais laisse quand même ton adresse, on t'écrira.»

Cette fois-ci, je dois dire que toutes mes illusions étaient tout à fait envolées !

En fait, j'ai pu constater que, sous couvert de défendre les travailleurs, la CGT est prête à accepter les cadences et les licenciements.

Un ouvrier
de Renault.

SOLMER (Fos-sur-Mer) :

LA LUTTE CONTRE LE CHOMAGE PARTIEL S'AMPLIFIE

Après une série de débrayages dans les ateliers et de mouvements de 24 ou 48 heures de grève par secteur (Slabbing, laminoirs, écriquage, acieries) contre le chômage partiel imposé par la direction de Solmer, le 13 janvier les travailleurs de l'entreprise avaient bloqué l'usine pendant 24 heures. Le patron a dû réduire de 4 à 2 jours de chômage par mois pour les secteurs combatifs.

Depuis bientôt une semaine, les 250 travailleurs des hauts fourneaux ont à leur tour arrêté le travail et bloqué la production de fonte. La direction riposte en mettant au chômage technique 1 700 travailleurs de divers secteurs. Mais ces travailleurs, au cours de nombreux petits meetings, ont réaffirmé leur solidarité avec les gars des hauts fourneaux :

«Leur combat est aussi le nôtre» est la réaction spontanée de l'ensemble des travailleurs de Solmer. *«Devant ces mesures d'intimidation le personnel refuse de renoncer à son droit de grève et décide de continuer le mouvement»* précisent les syndicats.

D'autres secteurs de l'entreprise sont prêts à entrer en grève et à bloquer la production de Solmer si les gars des hauts fourneaux reprenaient le travail. A partir du 26 janvier, les travailleurs sont bien décidés à ne laisser sortir aucune production (déjà les transports – route et fer – sont en grève) et à ne laisser entrer aucune matière première.

Nul doute que la lutte sera dure et que la direction de Solmer fera tout pour diviser les travailleurs, mais ceux-ci sont bien déterminés à obtenir la suppression de tout chômage partiel.

Correspondant HR.

PAPETERIE OCCUPEE DANS LE FINISTERE

Six cents des huit cents travailleurs des Papeteries Mauduit de Quimperlé (Finistère), en grève depuis le début de la semaine ont décidé d'occuper les locaux. Ils réclament une augmentation des salaires, une prime de vacances et l'amélioration des conditions de travail.

GREVE A LA SEV-MARCHAL DE CHATELLERAULT

250 des 720 ouvriers des établissements SEV-Marchal (accessoires d'automobiles) de Châtellerault (Vienne) ont décidé de cesser le travail.

Ils demandent la garantie de l'emploi et des augmentations de salaires. Une entrevue syndicats-direction, jeudi, n'a donné aucun résultat.

OCCUPATION DE L'ENTREPRISE «DUCASSOU» DE LORIENT (MORBIHAN)

Vingt-cinq ouvriers du service entretien et matériel de l'entreprise de bâtiment «Ducassou» de Lorient (Morbihan), en grève depuis lundi 19 janvier, ont décidé d'occuper les locaux de l'usine. Par ce mouvement, le personnel, soutenu par la CGT et la CFDT, voudrait obtenir une augmentation du salaire horaire et l'attribution d'un treizième mois.

LES SYNDICATS «HACHETTE» LANCENT UN MOT D'ORDRE DE GREVE POUR LE MARDI 27 JANVIER

Les syndicat CGT, CFDT et FO d'«Hachette» après l'échec de la commission paritaire du 21 janvier, lancent un mot d'ordre de grève pour le 27 janvier à tout le personnel, agents et vendeuses de points de vente et demandent à ces derniers de se rassembler dans le vestibule grandes lignes de la gare du Nord, pour empêcher le licenciement d'un agent de la gare du Nord.

Chez Vallourec (Noisy-Le-Sec)

GREVE ILLIMITEE

SUITE DE LA PAGE UNE

Vallourec est en grève : les 600 ouvriers de l'usine (pour beaucoup immigrés) ont cessé le travail depuis le 12 janvier. Rolland, le directeur, ne voit plus sortir ses 120 mètres de tubes à la minute desquels il tirait grand profit.

Depuis le début de l'année, les commandes sont fortes, le tube se vend et pourtant, aux revendications des travailleurs exigeant 200 F d'augmentation uniforme pour tous, 40 heures par semaine, ... le patron répondait par la négative à chaque réunion mensuelle avec les délégués.

Le 9 janvier, les ateliers débrayent à 100 % pour assister à une assemblée générale.

Lassés par le refus du patron de satisfaire leurs revendications, les travailleurs exigent qu'il vienne pour s'expliquer : il vient, il repart vite sous les huées.

Lundi 12, une nouvelle assemblée réunit autant de gars. On passe à l'action : la majorité se prononce pour une grève reconductible de 24 heures sur proposition de la CFDT, la proposition de la CGT de faire des grèves tournantes a été rejetée. Pour être plus certains de leur échec, les délégués CGT ont voulu organiser le lendemain un vote à bulletins secrets, ils durent se rendre à l'évidence : la majorité a voté pour la grève de 24 heures.

Le 23/1/76, meeting des grévistes à l'intérieur de l'usine Vallourec.

Vendredi 16 le mouvement se durcit : à 338 voix contre 53, les grévistes se prononcent pour la grève illimitée jusqu'à satisfaction totale. Des piquets de grève s'organisent, des appels sont faits aux employés et agents de maîtrise pour rejoindre les grévistes. Lundi 19 on apprenait que 20 % des ouvriers de l'usine Vallourec de Hautmont étaient en grève et bloquaient toute la production.

La direction de l'usine fait un coup de force : sous la garde des flics 34 camions chargent 600 tonnes de tubes. Mardi à Noisy le patron tentait aussi son coup de force : un camion est rentré, a chargé 20 tonnes de tubes. Dans la nuit de mardi à mercredi, les ouvriers ont bloqué le camion, qui a dû repartir vide.

Contre ces tentatives de coups de force, il est vrai que la meilleure forme de lutte est l'occupation de l'usine comme l'a proposé la section CFDT. Or la CGT s'y est opposée violemment et l'«Humanité» commente : «On ne rêve que d'occupation... Peu importe le nombre, les conséquences...» voulant tourner en dérision les propositions de la CFDT. Voilà en vérité des positions qui n'étonnent plus personne. La PCF s'en veut d'avoir «un parti communiste, il est vrai, depuis longtemps en sommeil dans l'usine» (Huma du 16 janvier).

Les délégués CGT ont aussi rejeté avec virulence l'idée d'un comité de grève regroupant les délégués de chaque atelier, car «le syndicat CGT majoritaire pourrait-il être ainsi manœuvré ?» Peur de perdre toute initiative dans la grève ? Peur de se trouver débordés par la détermination des travailleurs ? En tout état de cause les dirigeants du PCF et de la CGT ne sont pas très à l'aise.

La manifestation de vendredi a encouragé les travailleurs à continuer : pour jeudi prochain proposition est faite par la CFDT de faire une marche de tous les travailleurs des usines du trust (17 usines) sur le siège.

Alsthom-Savoisienne (St-Ouen)

GREVE DES PEINTRES

Avoir confiance dans les masses

Depuis mercredi 21, les peintres de l'atelier de chaudronnerie sont entrés en lutte pour une augmentation uniforme et le déblocage des qualifications : ils débrayent pour se rendre à la direction, et la production est «coulée» le reste de la journée. Le mouvement, suivi à 100 %, est conduit par la CFDT.

Dans cet atelier où la CGT est très largement majoritaire, et la CFDT d'implantation récente, ce mouvement a surpris tout le monde, et les révisionnistes font grise mine : il y a deux ans ils essayaient de nous décourager. «Vous n'arriverez à rien avec les peintres, ils ne débrayent jamais.»

A présent, c'est une autre chanson : «passer P 2 des barbouilleurs, c'est exagéré» ou bien «ils ne tiendront pas», ou encore «vous aussi vous y venez aux grèves catégorielles». En fait le déblocage des qualifications concerne tout le monde, surtout avec le coup fourré des «nouvelles classifications» que prépare le patronat pour le mois de mars. Déjà les soudeurs de la chaudronnerie discutent de cette revendication. Comme l'indique la CFDT : le meilleur moyen d'aboutir c'est de faire circuler les cahiers de revendications. Sale temps pour le patron et les révisionnistes !

Correspondant HR.

Accidents du travail

6 OUVRIERS SONT MORTS EN TROIS JOURS

Le capitalisme les a tués

Un ouvrier de la malterie Bouvard, à Auree-sur-Loire, en Haute-Loire, est mort, la tête écrasée entre le plafond de l'atelier et le haut d'un appareil destiné au retournement de l'orge.

Cet ouvrier, Pierre Perrin, 40 ans, était domicilié à Firminy, en Loire. Il surveillait mercredi soir une machine lorsque survint l'accident. Il a été tué sur le coup.

Moins de 48 heures après la mort de Pierre Perrin, un «accident» du même type devait tuer en Ille-et-Vilaine un jeune ouvrier de 19 ans.

Ce jeune ouvrier, Yves Horvais, demeurant à Epiniac, travaillait aux usines Citroën de la Janais à Chartres de Bretagne. Il est mort la tête écrasée entre un porte-outils qu'il manœuvrait et le montant prévu en principe pour la protection.

Enfin, 24 heures après la blessure mortelle d'Yves Horvais, rue de Berri dans le 8è arrondissement de Paris, la chute d'une nacelle tuait trois ouvriers et en blessait grièvement un quatrième.

Il était près de 15 h 30, quatre ouvriers démontaient, à 20 m de hauteur, une enseigne électrique installée sur un échaffaudage mobile monté sur chariot. Brusquement la nacelle sur laquelle ils travaillaient s'effondrait. *«Les quatre hommes sont tombés comme une pierre»* devait expliquer un peu plus tard un ouvrier qui se trouvait également sur les lieux. Trois des ouvriers mouraient sur le coup. Le quatrième que l'on avait relevé grièvement blessé devait décéder peu après à l'hôpital.

Très rapidement, après chacun de ces «accidents mortels», l'ouverture d'enquêtes a été annoncée. A cette heure, aucune n'a abouti, évidemment. Et il n'y a guère qu'à Paris, pour l'«accident» de la rue de Berri, que les experts avancent une hypothèse. Après leurs premières constatations, ils attribueraient la chute de la nacelle à une faille du métal, une pièce aurait pu céder lors de la mise en route d'un moteur...

Jusque là il n'est pas encore trop «surprenant» que les causes exactes de ces «accidents» n'aient pu être déterminées. Cependant nous sommes méfiants. Systématiquement les capitalistes tentent de faire oublier ces innombrables «accidents» du travail. Et quand quelqu'un essaie de mener véritablement l'enquête, la bourgeoisie n'hésite pas à s'opposer à lui en recourant, au besoin, à la répression, qu'il soit juge ou non.

Certes les déclarations ne manquent pas pour condamner les «accidents» du travail et les patrons qui cachent leurs responsabilités lorsqu'il en survient. Mais les paroles sont une chose, les actes en sont une autre.

Ainsi, lors de la rentrée solennelle de la cour de cassation, le 3 janvier dernier, M. Adolphe Touffait, procureur général, déclarait : «La cour de cassation n'a jamais cessé de rappeler avec vigueur que les règlements de sécurité et d'hygiène doivent être rigoureusement respectés et que les chefs d'entreprise ne peuvent invoquer, pour échapper à leurs responsabilités, ni l'imprudence de la victime, ni l'inobservation du règlement d'atelier, pas davantage les difficultés de fait ou de droit même sérieuses auxquelles ils peuvent avoir à faire face pour assurer le respect des prescriptions réglementaires, ni enfin, le fait qu'ils n'ont pu surveiller les divers chantiers qu'ils exploitent...»

Nous souhaitons certainement qu'il en soit ainsi, et que les tribunaux bourgeois condamnent avec sévérité les patrons dont il est établi qu'ils portent la responsabilité d'«accidents» du travail. Mais il vaut sans doute mieux ne pas se faire trop d'illusions. Chacun sait que la bourgeoisie a l'habitude de transgresser ses propres lois lorsque leur application risquerait de lui causer des torts.

En tout état de cause, que les patrons et leur gouvernement soient assurés que les travailleurs ne se satisferont pas de l'éternelle «explication» qui a nom fatalité. Chacun sait que la fatalité n'est pour rien dans les «accidents» du travail, chacun sait que c'est le capitalisme qui en est le seul responsable. C'est pourquoi il faut se mobiliser, massivement, pour imposer immédiatement le respect par les patrons des règles minimum de sécurité, et pour abattre à plus long terme le système capitaliste d'exploitation de l'homme par l'homme.

social

Malgré les «assurances» de Lecanuet

DES DIZAINES DE DETENUS SE SUICIDENT DANS LES PRISONS

Périodiquement les prisons, les conditions de détention, font une apparition à la une des journaux. Des détenus se dressent contre les conditions qui leur sont faites, contre l'obligation de travailler pour des rémunérations indignes de ce nom, contre les matons. Alors il faut bien parler des prisons. Et la bourgeoisie y va de ses couplets sur l'amélioration de la situation des détenus, la réforme des règlements, la possibilité d'accorder des «permissions». Giscard d'Estaing lui-même n'a pas hésité au moment de son élection comme président de la République à visiter des prisons, preuve, suggérait la bourgeoisie, de sa bonne volonté et de son désir d'améliorer les conditions de détention.

Et puis, quand la coupe de démagogie est pleine, la bourgeoisie ne parle plus des prisons. Chacun, pense-t-elle, est bien convaincu qu'il ne s'y passe rien et que le gouvernement a beaucoup fait pour les prisonniers.

Il n'empêche que de temps à autre des informations montrent que ces réformes pénitentiaires, ces prétendues améliorations n'existent que dans les cabinets ministériels. Ainsi en 1975, indique le Comité d'action des prisonniers, le nombre des suicides dans les prisons s'est élevé à 27, dont 7 à la prison de Fleury-Mérogis, que la bourgeoisie cite souvent en exemple... Vingt-sept personnes sont mortes, d'autres ont essayé également de mettre fin à leurs jours. On ne se suicide pas comme ça, pour le plaisir !

Vendredi dernier encore, à 20 heures, à la prison de Fleury-Mérogis, un prisonnier détenu dans le bâtiment D-4, centre médico-psychologique, s'est suicidé. Il s'agit de M. Belarbi, âgé de 38 ans. On l'avait accusé de viol.

Comment les qualifier, les réformes de la bourgeoisie, quand tant de détenus sont poussés à bout et ne tiennent plus sous les conditions insupportables d'emprisonnements ?

Amis et camarades, souscrivez et faites souscrire pour que «VIVE L'IDEAL COMMUNISTE DE LA DICTATURE DU PROLETARIAT»

Les rentrées de l'argent de la souscription ne parviennent pas au journal réguliérement. Ainsi, jeudi seulement 2 000 F nouveaux ont pu être ajoutés à la précédente liste. Ainsi, vendredi, en grosse partie grâce à la souscription faite au meeting régional de Rennes, la souscription devait dépasser le million.

Camarades et amis, cette bataille des 25 millions, nous la poursuivrons jusqu'au dernier centime. Car au-delà d'une simple question matérielle qui nous presse, c'est une bataille politique que les communistes marxistes-léninistes et leur quotidien sont bien décidés à gagner.

La portée de cette bataille politique ne peut échapper à aucun de nos amis lecteurs, ouvriers, paysans et autres travailleurs révolutionnaires ; elle ne peut échapper aux militants communistes marxistes-léninistes, à ceux qui se battent pour que *«vive l'idéal communiste de la dictature du prolétariat»*, comme le notait dans sa lettre, publiée vendredi dernier, notre ami et camarade ouvrier, ex-membre du PCF, qui avait souscrit 10 000 anciens francs, après le meeting de Rennes.

Ne nous montre-t-il pas là l'enjeu politique de cette bataille pour le soutien matériel du quotidien.

C'est parce que nous avons confiance dans les milliers d'ouvriers, de petits paysans, parce que nous saurons acquérir largement leur confiance, que nous gagnerons cette bataille.

Amis et camarades, soucrivez, faites souscrire autour de vous pour que *«vive l'idéal communiste de la dictature du prolétariat»* !

Total au 22.1.76	163 117,72 F
Vive l'internationalisme prolétarien. des camar.	1 000 F
Sousc. pour la bat. des 25 M une lect. sud-améric. pour un qt. ml à Paris et prov.	200,00 F
Supp. à cal. et c/p. SB	700,00 F
Pour la sousc. pour contr. à la lutte contre la bourg. monop. et les traitres à la Cl.ouv. PM	1 000,00 F
Une retraitée AM	10,00 F
En avant pour de nouv. vict. pour l'HR Qt. et l'un. des ML. un étudiant travailleur ml	327,20 F
RM pour la sousc.	1 000,00 F
Pour la sousc. JJP	150,00 F
Un ouvrier brestois de tout cœur avec vous surt.après la visite de Chirac en Bretagne	100,00 F
CDHR Péri B	54,00 F
Un enseig. ML	50,00 F
Une surv. rempl.	29,00 F
CDHR G. Péri AP	20,00 F
Des ml de M.	100,00 F
Un trav. du quart. Nord de M.	10,00 F
Sout.pour les 25 M SM	200,00 F
Un matelot ML appel.	150,00 F
CDHR A	112,50 F
JD (CDHR)	213,00 F
RC Soutien à HR	22,50 F
Un app. pour HR Kios.	100,00 F
Une infirm. ML	50,00 F
Un camarade	100,00 F
Sur un marché	17,35 F
CDHR Province (L)	440,00 F
CDHR B	250,00 F
2 postiers ML	60,00 F
CDHR J. Hapiot (L)	50,00 F
CDHR Fr.Paysans	330,00 F
Un étudi. brest.	1,00 F
Cerc.JCMLF Kerv.Barry	10,00 F
B.Ph	100,00 F
Oser lutter, Oser vaincre LP	50,00 F
CDHR Staline C	133,50 F
CDHR Col. Fabien D	500,00 F
2 camara.	105,00 F
CDHR P.Sémard N	90,00 F
2 ouvriers mét.	20,00 F
Un gp.lect. de M	900,00 F
CDHR Seimandi	100,00 F
Un prof. symp.	100,00 F
Sousc. meet. R.	5 241,95 F
CDHR Pottier	3 300,00 F
CDHR R	110,00 F
Sousc. timb. L	50,85 F
Sup.cal. C.P. BG	10,00 F
Un jeune	5,00 F
PVCT	127,50 F
Divers	2,25 F
Total le 23.1.76	17797,00 F
Total général	180 914,72 F

PÉKIN INFORMATION

1 an – 52 Nos – 21,00 F

Au sommaire du No 3 – 19 janvier 1976 :

– Pékin rend un solennel hommage à la mémoire du camarade

Chou En-lai
grand révolutionnaire prolétarien
du peuple chinois
et éminent combattant communiste

– Pays et peuples d'Asie : Gare au tigre qui entre par la porte de derrière lorsque le loup est chassé par la porte de devant.

A LA LIBRAIRIE LES HERBES SAUVAGES

70, rue de Belléville
75020 Paris
(Mo Belleville ou Pyrénées)

VOUS TROUVEREZ :

MARX-ENGELS :

CORRESPONDANCE
Le tome V est arrivé (1857-1859)
539 pages
40 F

HAN SUYIN :

LE PREMIER JOUR DU MONDE
(réédition)
50 F

DE NOMBREUSES AFFICHES CHINOISES :

De 1 F à 3 F l'une

PRECIS D'HISTOIRE DE LA LUTTE ANTIFASCISTE DE LIBERATION NATIONALE DU PEUPLE ALBANAIS
1939 – 1944
traduit de l'albanais
NBE
NOUVEAU BUREAU D'EDITION
POSTFACE DE PATRICK KESSEL

Ce **Précis d'Histoire**, traduit de l'albanais, est conforme à l'édition qui en a été faite à Tirana en 1973. C'est le complément indispensable de **l'Histoire du Parti du Travail d'Albanie** et du premier volume des **Oeuvres choisies** (1941-1948) d'Enver Hoxha, premier secrétaire du Comité central du Parti du Travail d'Albanie.

Le bilan de cette lutte de Libération nationale, qui aboutit à la libération totale de l'Albanie par ses propres forces, est ainsi présenté dans l'**Histoire du PTA** :

«Le peuple albanais, qui n'avait alors qu'un million d'hommes, obligea les Italiens et les Allemands à engager sur son sol 15 divisions, et mit hors de combat 70 000 ennemis, tués, blessés ou prisonniers. Membre des plus actifs de la coalition antifasciste mondiale, l'Albanie, compte tenu de son étendue et de sa population, fournit une remarquable contribution à la victoire historique sur le fascisme. Le fardeau qu'elle dut porter fut des plus lourds. Son territoire, de 28 000 km2, fut foulé durant la Seconde guerre mondiale par quelque 700 000 soldats fascistes, ce qui causa des dommages et des dévastations extrêmement graves. L'Albanie se range parmi les pays les plus éprouvés en hommes et surtout en biens matériels et culturels au cours de la Seconde guerre mondiale».

Mais il ne s'agit pas ici seulement d'actions et de faits militaires, aussi héroïques aient-ils été. L'enseignement politique de cette lutte de Libération nationale, menée par le parti à la tête du peuple albanais, est le second aspect, contenu dans le premier, comme le souligne l'**Histoire du PTA** :

«Le 29 novembre 1944, avec la libération totale du pays et le triomphe de la révolution populaire, prenait fin en Albanie la domination fasciste ; en même temps, toute dépendance à l'égard des puissances impérialistes fut abolie, tout lien et rapport asservissant avec ces puissances fut supprimé ; le peuple albanais conquit sa pleine indépendance nationale et renversa en même temps la domination politique des grands propriétaires terriens et de la bourgeoisie. L'Albanie se détacha à jamais du système capitaliste mondial».

Ce jeune parti marxiste-léniniste – il a été créé le 8 novembre 1941 – devait donc en près de trois années de lutte acharnée amener l'Albanie à la victoire et à partir de l'instauration du pouvoir populaire sur la voie du développement de la révolution socialiste. C'est cette marche qui est exposée ici.

EN VENTE A :
LIBRAIRIE LES HERBES SAUVAGES
70, rue de Belleville – 75020 Paris
LIBRAIRIE LA FORCE DU LIVRE
33, rue René Leynaud – 69001 Lyon
LIBRAIRIE LE SEL DE LA TERRE
4, rue du Maréchal Foch – 29000 Saint Brieuc
L'EXEMPLAIRE : 24 F

COMMUNICATION A TOUS NOS LECTEURS

Du 4 au 12 décembre dernier, l'Humanité rouge a publié une bande dessinée italienne, traduite en français, intitulée *«La bataillon Gramsci»*.

L'intention du rédacteur chargé de la page culturelle visait à exalter l'internationalisme prolétarien en même temps que l'amitié vis-à-vis du peuple albanais héroïque. Mais, en l'absence du contrôle politique collectif du Comité de rédaction, cette publication a laissé passer des assertions indignes de notre quotidien. Le contenu de cette bande dessinée en effet falsifie l'Histoire.

Pour un lecteur qui ne connaîtrait pas les circonstances historiques de la Libération nationale de l'Albanie par son peuple, comptant sur ses seules forces et dirigé par son parti communiste, le Parti du Travail d'Albanie ayant à sa tête Enver Hoxha, ce document aboutit à diffuser l'idée que ce seraient des partisans italiens qui auraient libéré Tirana et ainsi ouvert *«une ère nouvelle pour le peuple albanais»*. C'est là évidemment un outrage à nos camarades albanais, à leur parti, à leur peuple.

Aussi le directeur politique, le rédacteur en chef et le Comité de rédaction, sans attendre les conclusions de la discussion autocritique engagée entre eux, tiennent-ils à présenter leurs plus sincères excuses au camarade Enver Hoxha, au Comité central du Parti du Travail d'Albanie et au peuple albanais.

A cette occasion, ils tiennent aussi unanimement à réaffirmer leurs sentiments d'amitié fidèle au parti et au peuple frères concernés, sur la base des principes du marxisme-léninisme et, notamment, de l'internationalisme prolétarien.

Pour le Comité de rédaction
Le directeur politique :
Jacques Jurquet.

Le Comité 15è-16è de l'Association des Amitiés franco-chinoises organise (en général le dernier mardi de chaque mois) un ciné-club «Connaissance du cinéma chinois», au cinéma Saint-Lambert, 6 rue Péclet 75015 Paris (Mo Vaugirard).

Prochaines séances :

Mardi 27 janvier 1976 :
– Le chemin de fer Tanzam

Mardi 24 février 1976 :
– La santé

Mardi 30 mars 1976 :
– L'opéra «Ode a long-king»

Mardi 27 avril 1976 :
– Le canal «Drapeau rouge»

Mardi 25 mai 1976 :
– Bandes d'actualités et films de marionnettes

Mardi 22 juin 1976 :
– «De victoire en victoire» (film de fiction sur l'Armée populaire de Libération chinoise).

La Faucille
JOURNAL PAYSAN DES COMMUNISTES MARXISTES-LÉNINISTES DE FRANCE

LA FAUCILLE No 13

Le deuxième numéro de janvier vient de paraître ; passez vos commandes à l'Humanité rouge – BP 61 – 75861 Paris Cedex 18 – le numéro : 0,70F

TARIFS D'ABONNEMENTS

Pli ouvert	
1 mois	32 F
3 mois	95 F
6 mois	190 F
Soutien	300 F

Pli fermé	
1 mois	60 F
3 mois	180 F
6 mois	360 F
Soutien	500 F

CCP : L'HUMANITÉ ROUGE No 3022672 La Source.

14 FEVRIER 1976

PARIS : SALLES A ET B DE LA MUTUALITE

DE 14 A 24 HEURES

APPEL AUX ARTISTES PROFESSIONNELS ET AMATEURS A PARTICIPER

Presse

PIF LE CHIEN, ENTREPRISE DU PCF

Tout le monde peut entendre périodiquement à la radio une abondante et coûteuse campagne de presse pour la «bande dessinée des jeunes» : PIF LE CHIEN.

«Pif», ça éveille des souvenirs. Qui n'a jamais lu cette revue dans sa jeunesse ?

Mais, au fait ! qui, à votre avis, en est l'éditeur ? Hachette ? Dargaud ? Dupuy ? ... ? Un autre éditeur spécialisé ?

Vous n'y êtes pas. *C'est le Parti communiste français !*

Cela vous étonne car vous n'avez jamais trouvé dans cette revue le moindre aspect révolutionnaire, la moindre trace d'idéal communiste ?

Alors lisez «Pif» et regardez-le de près ; c'est édifiant. Vous y trouverez un échantillon de tout ce que le PC a pu retirer des poubelles de la bourgeoisie, une réédition des pires navets hollywoodiens, un reflet de la décadence du système capitaliste.

La conception de l'homme : le séducteur à la recherche d'une femelle.

Vous trouverez pêle-mêle (en dehors d'une énorme publicité pour des trusts que le PC prétend combattre) :

– les aristocrates : un titre qui est déjà tout un programme.

– Arthur le fantôme : ou le matérialisme accommodé à la sauce «nouveaux communistes».

– Mannix :«super»-feuilleton américain vantant l'efficacité de la police US (à quand la BD vantant l'intervention US au Vietnam ?).

– les aventuriers, ou les exploits de 2 play-boys milliardaires.

Comme on le voit les héros sont multiples mais ce qui est frappant c'est qu'ils ont tous un point commun :

– ce sont tous des bourgeois humanistes et désœuvrés, des parasites au compte en banque bien garni.

– ce ne sont jamais des gens du peuple, les ouvriers, les paysans, ... en un mot tous les travailleurs qui se battent contre leurs exploiteurs.

Curieux ? Non, logique !

C'est la logique des ennemis du peuple. C'est la logique des prétendus communistes qui dirigent le PCF et qui n'aspirent qu'à gérer le capitalisme au profit de la bourgeoisie russe.

Mettre Marchais à la place de Giscard, Leroy à la place de Chirac et Kanapa à la place de Ponia demande toutefois une certaine préparation car, pour le peuple, la couleuvre sera dure à avaler. Cette préparation se fait à tous les niveaux, notamment au sein de la jeunesse.

C'est là un des rôles de «Pif» où le PC présente abondamment la police comme des défenseurs de la veuve et de l'orphelin, comme un corps de sécurité «dévoué à la cause publique», suivant leur expression préférée.

Quoi de plus anodin en effet que les aventures de «l'inspecteur» Ludovic, du «commissaire» Maigret, du «détective» Mannix, etc. ?

C'est sans doute comme cela que le PC pense intoxiquer les enfants, leur apprendre à dire «merci aux agents de police» (et autres flics en tout genre) ! c'est-à-dire en fait leur apprendre à collaborer étroitement avec les services de répression du pouvoir capitaliste.

Par ce genre de publication, le PCF montre clairement qu'il ne conçoit les enfants que comme les autres partis bourgeois. Pour lui, il ne s'agit que d'une masse de manœuvre à qui l'on essaie de bourrer le crâne de fatras réactionnaires à grands coups de «contes», d'«aventures» imaginaires et totalement idéalistes («Arthur le fantôme» en est un exemple frappant !).

Ceci alors que les véritables communistes considèrent les enfants avant tout comme des êtres intelligents, comme des futurs adultes à qui il ne convient pas de cacher une réalité qu'ils sont parfaitement capables de comprendre (ce qui n'est pas contradictoire avec le fait de tenir compte des aspirations et des possibilités spécifiques à leur âge).

La conception de la femme inculquée aux jeunes : la cuisinière reléguée derrière ses fourneaux au service du «héros» de l'histoire.

Après avoir lu «Pif» on comprend mieux toute la différence qui peut exister entre les vrais communistes, les révolutionnaires authentiques, et ceux qui ont totalement trahi les enseignements du marxisme.

C'est sans doute cet enseignement par le négatif qui est le seul aspect intéressant que les enfants (et leurs parents) ne manqueront pas de retenir après avoir lu une telle revue.

Un lecteur d'Annecy.

L'histoire de notre peuple vue par le parti de Marchais ; tout ce que le PC trouve à dire de Napoléon, le représentant de la bourgeoisie qui a fait massacrer des dizaines de milliers de jeunes pour le profit d'une minorité corrompue.

Musique

Mercredi dernier

LE CONCERT DE L'INTERCOMMUNAL FREE MUSIC ORCHESTRA

Excellente tentation que celle de François Tusques et les autres musiciens de l'Intercommunal Free Music Orchestra qui œuvrent au rapprochement de la musique de tous les travailleurs français, immigrés ainsi que tous les peuples du monde en lutte.

La musique qu'il propose n'est pas un moyen d'évasion pour fuir la réalité du système d'oppression. Bien sûr il existe une part subjective dans la manière de la recevoir en chacun de nous mais l'unité spectateurs-musiciens s'est largement fait sentir sur le choix des thèmes.

Pendant plus de deux heures (qui passent très vite) il se crée une relation vivante entre peuples palestiniens, africains, chiliens, français, etc. L'unisson se fait aux accents de l'Internationale. L'un des thèmes, sur la dernière grève de Chausson, a été repris à partir d'une composition de travailleurs marocains.

Jamais cette musique ne vient se coucher aux pieds du désespoir, au contraire. Elle ne vit que pour donner du «baume au cœur», pour donner courage et préparer au combat.

C'est pourquoi il est souhaitable qu'un tel apport musical puisse se vivre au cœur des luttes du peuple travailleur afin qu'il puisse s'enrichir encore et dépasser le stade de musique dite «pour initiés».

Poème

DISTRIBUTION DE TRACTS AUX CHANTIERS DE SAINT-NAZAIRE EN HOMMAGE AU CAMARADE CHOU EN-LAI

De main rugueuse en main rugueuse,
Nous semons nos tracts aux Chantiers.

Du camarade Chou En-lai,
Ils racontent la vie heureuse
De lutte au courage sans faille.

Cet après-midi dans le bruit
Des marteaux, des rivets et des tôles
On parlera de Chou En-lai.

Parmi les gerbes d'étincelles
Qui fouettent les flancs des bateaux
On se dira qu'il était nôtre.

Comme ses cendres dispersées,
Ainsi il se multipliera,
Luttant au-delà du trépas,
Sur les coques des pétroliers,

Epaule contre épaule
Avec les ouvriers.

QU'EST-CE QUE LA DICTATURE DU PROLETARIAT ? (4)

L'EXEMPLE DE LA CHINE

Le soir même où Georges Marchais jetait définitivement aux orties le principe de la dictature du prolétariat en assimilant celle-ci à quelque sombre dictature fasciste, les peuples du monde entier apprenaient avec une profonde tristesse le décès du grand révolutionnaire prolétarien Chou En-lai.

Des nouvelles bouleversantes attestant l'attachement immortel du peuple chinois pour ce grand combattant de la cause de la révolution prolétarienne et de la dictature du prolétariat, firent passer au second plan les pitreries du secrétaire général du PCF. Et pourtant quel démenti cinglant pour ses calomnies sur la dictature prolétarienne que ces millions d'ouvriers, paysans pauvres et soldats massés dans la nuit et le froid glacial à Pékin pour saluer le cortège funèbre du vice-président du Parti communiste chinois.

Hommage d'un peuple digne et en larmes qui força même le respect ou le silence dans le camp des ennemis : pas une voix n'osa en cette circonstance s'élever pour dénigrer ouvertement Chou En-lai si ce n'est, aussi furtivement qu'un voleur, l'«Humanité». C'est que la reconnaissance et l'admiration des masses populaires du monde pour le grand dirigeant révolutionnaire désintéressé, loyal, franc, ouvert et simple, était telle qu'une attaque n'aurait pas profité à ses auteurs.

Si nous voulons mettre côte à côte deux événements nullement comparables, la situation se résumait ainsi : d'un côté un dirigeant soi-disant communiste s'égosillant à démontrer le caractère antidémocratique de la dictature du prolétariat, de l'autre le vice-président du glorieux Parti communiste chinois ayant assumé la conduite et le renforcement de la dictature du prolétariat dans le pays le plus peuplé de la terre, pleuré par tout le peuple révolutionnaire de Chine.

Il faudrait bien que Georges Marchais puisse s'expliquer là-dessus : pourquoi des centaines de millions d'ouvriers, paysans et soldats aiment-ils et défendent-ils la dictature du prolétariat?

Mieux, actuellement en Chine, tout le peuple est mobilisé pour le renforcement de la dictature du prolétariat précisément pour pouvoir mettre en échec les tentatives de restauration du capitalisme par des individus du type Khrouchtchev, Brejnev ou Lin Piao, pour éviter précisément la transformation de la Chine en un pays de dictature fasciste comme cela est arrivé en URSS à la mort de Staline.

Ce fut déjà pour renverser la bourgeoisie qui s'était emparée d'une partie du pouvoir politique notamment dans le domaine de la culture et de l'enseignement mais aussi dans pas mal d'usines que MaoTsé-toung déclencha en personne la Grande Révolution culturelle prolétarienne, révolution qui se déroula dans les conditions de la dictature du prolétariat et pour la renforcer. Le 28 avril 1969 lors de la première session plénière du Comité central issu du IXè Congrès du Parti communiste chinois, le président Mao devait d'ailleurs déclarer :

«A ce qu'il semble sans la Grande Révolution culturelle prolétarienne, ça n'irait pas, car notre base n'était pas solide. A en juger par ce que j'ai observé, ne disons pas dans la totalité ni l'écrasante majorité, mais je le crains, dans une majorité assez grande des usines, la direction n'était pas entre les mains des vrais marxistes ni des masses ouvrières. Non pas qu'il n'y ait eu de bons éléments parmi ceux qui dirigeaient les usines. Il y en avait, il y en avait parmi les secrétaires, les secrétaires adjoints et les membres des comités du parti, il y en avait parmi les secrétaires de cellule. Mais ils suivaient la ligne autrefois mise en avant par Liou Chao-chi, ce qui se ramenait simplement de leur part à des pratiques du genre stimulants matériels, profit au poste de commandement, pas de politique prolétarienne mise à l'honneur, distribution de primes, et ainsi de suite.»...«Toutefois, il se trouve effectivement des mauvais éléments dans les usines.»... «Cela montre que la révolution n'est pas terminée.»

Ainsi le président Mao soulignait-il déjà qu'il ne suffit pas que le prolétariat au pouvoir ait supprimé pour l'essentiel la propriété privée des moyens de production et qu'il exerce sa dictature à l'encontre des anciens exploiteurs.

Une base matérielle et morale existe pour l'existence d'une nouvelle bourgeoisie qui commence par s'emparer progressivemenent du pouvoir politique pour finalement restaurer la propriété privée des moyens de production. Marx déjà l'annonçait :

«Ce à quoi nous avons affaire ici, c'est à une société communiste non pas telle qu'elle s'est DÉVELOPPÉE sur les bases qui lui sont propres, mais au contraire, telle qu'elle vient de SORTIR de la société capitaliste ; une société, par conséquent, qui, sous tous les rapports, économique, moral, intellectuel, porte encore les stigmates de l'ancienne société des flancs de laquelle elle est issue...» (Critique du Programme de Gotha).

ARTICLE 13 DE LA CONSTITUTION DE LA RP DE CHINE

La libre expression d'opinions, le large exposé de vues, le grand débat et le dazibao sont des formes nouvelles créées par les masses populaires pour mener la révolution socialiste. L'État assure aux masses populaires le droit d'y recourir, pour créer une atmosphère politique où règnent à la fois le centralisme et la démocratie, la discipline et la liberté, l'unité de volonté et, pour chacun, un état d'esprit fait de satisfaction et d'entrain, afin de favoriser la consolidation de la direction du Parti communiste chinois sur l'État, la consolidation de la dictature du prolétariat.

Cela explique pourquoi pendant toute la période d'édification socialiste il est nécessaire de renforcer la dictature du prolétariat, ce qui comporte la répression de la bourgeoisie dans tous les domaines. Là est le problème-clé de la société socialiste : la question c'est permettre ou non à la bourgeoisie de s'emparer d'une parcelle ou de la totalité du pouvoir. Comment le résoudre sinon en s'appuyant sur les larges masses populaires.

C'est précisément pour cela que tant au cours de la Grande Révolution culturelle prolétarienne, qu'au cours du mouvement de critique de Lin Piao et Confucius, et que dans l'actuelle étude de la dictature du prolétariat, le grand dirigeant révolutionnaire du peuple chinois Mao Tsé-toung a appelé tout le pays à étudier 'la théorie marxiste-léniniste et notamment la théorie de la dictature du prolétariat.

Pourquoi Lénine a-t-il dit qu'il faut exercer la dictature sur la bourgeoisie ? Cette question doit être bien comprise. Si elle ne l'était pas, on tomberait dans le révisionnisme. Cela doit être porté à la connaissance du pays tout entier.
(Mao Tsé-toung)

Ainsi, dans toute la Chine le peuple étudie, discute, fait le bilan de sa pratique à seule fin de critiquer le révisionnisme (qui vide de son contenu révolutionnaire le marxisme-léninisme) et d'exercer une dictature totale, dans tous les domaines, sur la bourgeoisie. De telle sorte qu'il est difficile à tout voyageur un peu honnête de ne pas reconnaître et sentir rapidement et partout la liberté et la démocratie inégalée dont jouissent les masses populaires ainsi que l'enthousiasme qu'elles manifestent pour le socialisme et pour le Parti communiste chinois dirigé par le président Mao.

C'est d'ailleurs Mao Tsé-toung en personne qui a demandé que soit inscrit explicitement dans la nouvelle Constitution de la République populaire de Chine «le droit de grève» montrant par là que nul n'a le droit de réprimer le mouvement des masses travailleuses : n'est-ce pas l'inverse de ce qui se passe dans les pays de dictature de la bourgeoisie ou de la nouvelle bourgeoisie comme en URSS ou en Pologne ?

Demain : l'Albanie, bastion de la dictature du prolétariat en Europe

Directrice de publication : Suzanne Marty Distribution : NMPP IMP. La Nouvelle No 756757575 Dépôt légal : 1er trimestre 1976